

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{me} ANNEE — N° 94

LE NUMERO :

15 décembre 1970 - 1^{er} janvier 1971

0,50 F - 5 F. B.

Quelques aspects singuliers du P. C. F.

L' "Humanité" nous a donné ces jours derniers un morceau de roi : une critique du gauchisme. De la part d'un journal qui prétend être l'organe politique de la classe ouvrière, on aurait pu attendre que cette critique soit politique. Mais on nous a prévenus tout de suite : ce n'est pas du contenu politique du gauchisme qu'il sera question, mais de ses « aspects singuliers ». D'où il suit tout naturellement que quatre longs articles démontrent magistralement que les groupes gauchistes sont bourrés de fils à papa, de voyous, de curés et de flics, sans compter les ex-fascistes, les drogués, les noblaillons (rendez-vous compte !), que leur argent vient aussi bien des fonds secrets de l'Etat, de certaines congrégations religieuses ou des « trusts étrangers », et que leurs dirigeants sont tous des provocateurs abusant de la bonne foi naïve de quelques adolescents égarés.

Quelle est donc la différence entre l' "Humanité" et la première feuille bourgeoise venue ? Ce n'est certes pas une différence dans le contenu : toutes les deux font du potin, du ragot, de la dénonciation l'essentiel de leur analyse. Toutes les deux défendent l'abject point de vue du flic. C'est une différence de fonction : alors que la feuille bourgeoise présente crûment ses immondices idéologiques comme étant ceux de l'Etat, l' "Humanité" les présente aux ouvriers comme une garantie révolutionnaire et les fait passer pour du sérieux politique.

Elle oublie un peu vite que s'il existe aujourd'hui ce qu'elle appelle des « provocations gauchistes », c'est précisément à son travail de désorganisation et de démoralisation du prolétariat qu'elle le doit. Elle hurle à la « provocation » dès qu'apparaît quelque part une flambée de violence : elle oublie que la violence n'est pas un produit de la volonté, mais qu'elle est un pur produit du capitalisme, que celui-ci la secrète par tous ses pores. Elle oublie que seule la violence de classe du prolétariat pourra mettre fin à cet état de choses. Si aujourd'hui le gauchisme a la force de présenter sa propre violence sans but comme l'antichambre de la révolution, c'est que le P.C.F. a renié à la fois la violence et la révolution, en faisant de cette dernière le synonyme de l'ORDRE bourgeois.

Elle crie sur tous les tons que le gauchisme est soutenu par les trusts : elle oublie qu'après-guerre c'est elle qui a contribué à les faire naître en étouffant toute tentative de lutte du prolétariat. Elle triomphe en découvrant que les gauchistes sont soutenus par quelques curés dits « rouges » : elle oublie qu'elle fut la première à prôner « la main tendue aux catholiques ». Elle dit : « la vigilance s'impose », mais à quoi emploie-t-elle sa propre vigilance, si ce n'est à décourager les ouvriers en les détournant de la lutte ? Elle dit : « le gauchisme a des liens avec la bourgeoisie », mais qui diffuse sans arrêt l'idéologie bourgeoise dans les rangs ouvriers ? Qui permet à la bourgeoisie de perpétuer son pouvoir au nom de la Nation, de la démocratie, de l'ordre ? Elle dit : « Il y a des gauchistes sincères : ce sont des adolescents égarés et pris de rage » : mais, si c'est le capitalisme qui les a mis en rage, qui les a égarés ? qui a transformé la classe ouvrière et la révolution en une « gran-

de force tranquille », permettant ainsi au gauchisme de faire passer quelques mouvements périphériques et un activisme aveugle comme le dernier mot de la révolution ?

Dans une société où règnent des antagonismes de classe, toutes les classes ou fractions de classe bougent : outre le prolétariat, des éléments d'autres couches participent nécessairement à ce mouvement, auquel ils apportent leurs préjugés, leur faiblesse et leurs erreurs. Le rôle du prolétariat et de son Parti de classe est précisément d'empêcher que ces préjugés et ces erreurs puissent avoir une influence déterminante en orientant la lutte autour des perspectives communistes : ainsi la petite bourgeoisie, qui oscille perpétuellement entre l'Etat et le prolétariat, ne pourra suivre ce dernier que s'il s'organise comme force autonome autour de ses objectifs propres. Au lieu de cela, que fait l' "Humanité" ? Elle voit dans toute violence l'œuvre de la bourgeoisie, le travail du flic. Elle est incapable de voir dans les rapports entre les classes en lutte autre chose qu'une concurrence démocratique, dont la solution réside dans l'emploi des moyens parlementaires. Elle oblige ainsi les premiers ouvriers qui veulent se placer sur un terrain de classe à retourner à des formes de lutte qui marquent le début du mouvement ouvrier. Elle les oblige à réapprendre dans le désespoir et l'absence d'horizons ce qu'est la lutte des classes.

Comme mouvement politique, le gauchisme est une idéologie sans principes ; comme mouvement social, il annonce aujourd'hui le réveil futur du prolétariat, les premiers signes de la crise qui va ravager cette société pourrie. Il est vrai que l'immaturation de la crise ne permet pas enco-

re d'exprimer le mouvement autrement que dans un activisme liquidateur. Mais combien plus liquidateurs sont ceux qui prennent aujourd'hui appui sur ce phénomène qu'ils ont rendu inévitable pour réagir comme le premier bourgeois venu !

Le stalinisme, lorsqu'il massacrait l'opposition de gauche, était encore capable d'en faire un semblant de critique politique. Aujourd'hui, le P.C.F. se contente d'appeler sur le gauchisme les foudres de l'Etat bourgeois. L'immonde Marchais n'a-t-il pas dit : « Il y a des ouvriers que nous ne défendrons jamais : ceux qui cassent les machines ou les voitures qu'ils produisent ». Ce sont précisément ceux-là qu'il faut défendre aujourd'hui : ce sont eux qui, quelles que soient leurs illusions ou leurs erreurs, retrouvent la voie de la lutte des classes. Le P.C.F., quant à lui, devient de plus en plus incapable de recourir à une quelconque perspective révolutionnaire : les morceaux d'anthologie que nous a offerts l' "Humanité" prouvent qu'il est de plus en plus contraint, au moment où la lutte ouvrière se réveille, de faire un appel direct aux principes bourgeois qui lui collent à la peau jusqu'à devenir chez lui des réflexes : ORDRE ! ORDRE ! ORDRE !

Dans la lutte qui s'annonce, il faudra passer sur le cadavre de ces gens-là qui défendront jusqu'au bout l'ordre sacro-saint de la bourgeoisie.

A propos d'un meeting de "Lutte Ouvrière"

Assez d'indignation vertueuse le programme révolutionnaire !

Le enième meeting anti-impérialiste a été organisé le 9 novembre à la Mutualité par "Lutte Ouvrière". Qu'il ait porté sur l'impérialisme français en action au Tchad aurait été réconfortant (rien de plus facile, en effet, que de dénoncer l'impérialisme des autres, comme le fait le P.C.F.), si la moindre perspective politique avait été offerte au prolétariat pour le guider dans sa lutte. S'agissant de "Lutte Ouvrière", il n'en a évidemment rien été. C'est une attristante performance pour une organisation qui se déclare « révolutionnaire » que d'arriver à rassembler plus d'un millier de personnes, parmi lesquelles une quantité certaine d'ouvriers jeunes et sincères, pour se contenter, pendant trois heures d'horloge, de décrire, déplorer, s'indigner, dénoncer — le plus souvent de manière strictement vertueuse et démocratique — les méfaits de l'impérialisme.

Un meeting de la Ligue des Droits de l'Homme n'aurait certainement pas été différent : ainsi un orateur fait-il rire la salle en lui apprenant que tel chef d'Etat africain concentre dans ses mains trois ou quatre ministères différents, mais s'il y avait un titulaire pour chaque ministère, les rapports d'exploitation seraient-ils modifiés ? Le même orateur s'indigne parce que la bourgeoisie noire est corrompue que le népotisme règne, mais la bourgeoisie peut-elle donc être « propre » et les concours administratifs pour l'accès aux postes de l'Etat bourgeois sont-ils une revendication révolutionnaire ? Un autre dénonce avec force détails les élections truquées dans tel territoire d'outre-mer. « Lutte Ouvrière » attend donc quelque chose des élections « sincères » ?

Qu'on nous comprenne bien : tous les faits rapportés étaient

évidemment exacts : il est vrai que les bourgeoisies africaines sont corrompues, les élections truquées, les bénéficiaires rapatriés énormes, etc. Mais le rôle des communistes n'est pas de s'indigner de ce que la bourgeoisie agisse comme elle l'a toujours fait, conformément à sa nature sociale. S'indigner, déplorer, dénoncer, n'importe qui peut le faire, et c'est même l'exercice favori des petits-bourgeois démocrates du "Nouvel Observateur" ou des "Temps Modernes".

Les communistes ne poussent pas des cris effarouchés à la constatation des méfaits du système capitaliste ; leur tâche est de montrer au prolétariat, tout d'abord que corruption, crises, guerres, font partie du fonctionnement normal de ce système et qu'ils ne pourront donc être éliminés qu'avec celui-ci ; ensuite

(Suite en page 4)

Les chiens de garde des chiens de garde ou la "Ligue communiste" au secours du P. C. F.

Pour répugnante que soit la campagne menée par "l'Humanité" contre les "gauchistes", campagne dont nous parlons par ailleurs, la réaction des trotskystes parvient à être encore plus répugnante ! Dans une lettre ouverte au P.C.F. (!), à F.O., à la C.G.T., etc., la "Ligue communiste" estime que « de telles pratiques appellent une position ferme de l'ensemble des organisations attachées au respect de la démocratie ouvrière. » La Ligue demande donc à ces organisations de prendre position contre de tels procédés, et de déléguer un représentant à un « conseil

d'honneur « qui enquêterait » sur les diffamations d'Alain Guérin, rédacteur de l'Humanité, et qui se prononcerait en conséquence sur le fait qu'un individu qui introduit de telles mœurs dans le mouvement ouvrier puisse encore s'exprimer dans sa presse ou dans son sein. »

Nous reconnaissons bien là les pratiques introduites dans le mouvement ouvrier par les trotskystes, et que nous dénonçons depuis des décennies. Ainsi, par exemple, en 1944, lorsque les stalinistes, non contents d'avoir assassiné un certain nombre de leurs militants (sous couvert de Résistance), traitaient les trotskystes d'agents d'Hitler, ceux-ci réclamaient non seulement des "jurys d'honneur" démocratiques, mais aussi le "Front unique des organisations ouvrières" (sic) et un gouvernement "ouvrier" (resic) du P. C. F. et de la S. F. I. O. Nos assassins au pouvoir !

Si cette tactique qui se croit subtile n'avait de conséquences que pour les trotskystes eux-mêmes, on pourrait simplement parler d'imbécillité congénitale. Malheureusement, cela va beaucoup plus loin. Demander au P. C. F. ou à qui on voudra d'affirmer que les colonnes de ce genre ne sont pas à leur place dans l'Humanité, revient à dire que ce torchon est

encore et toujours un journal "ouvrier". Toute la savante tactique du trotskysme est bâtie sur ce modèle : chaque fois que le P.C.F. (ou ses frères) prouve par ses actes qu'il est le plus sûr pilier de la société capitaliste, les trotskystes sont là pour clamer que cela est « indigne d'un parti prolétarien ». Ils s'imaginent... Peu importe ce qu'ils s'imaginent, l'important c'est ce qu'ils font : ils déclarent à longueur de journée que le P. C. F. est un parti prolétarien, voilà ce qu'ils font.

Ainsi, lorsque la plus élémentaire volonté de lutte des prolétaires se heurte au conservatisme social du P.C., et lorsque par conséquent des éléments d'avant-garde sont objectivement poussés à prendre conscience de la nature et du rôle de ces chiens de garde de la bourgeoisie, les trotskystes sont là pour les en empêcher.

Le rôle des communistes n'est pas de demander aux militants du P.C.F. qu'ils demandent à leur parti d'être "vraiment" ouvrier et révolutionnaire. C'est au contraire de montrer aux prolétaires que ce parti est vraiment contre-révolutionnaire, comme leur expérience le confirmera. C'est la seule façon de les aider à se libérer de son emprise et de son influence. De celle des trotskystes aussi.

VIENT DE PARAITRE :

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure, non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 17 — 15 décembre 1970 - 17 janvier 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Lutte économique et lutte politique

« Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, l'autre de caractère économique. Il n'y a qu'une seule lutte de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise. »

Rosa Luxemburg

Les communistes révolutionnaires ne se sont jamais désintéressés des luttes syndicales de la classe ouvrière, et lorsqu'ils font la critique du réformisme impuissant des directions opportunistes des syndicats actuels, ce n'est certes pas parce qu'ils pensent que les ouvriers devraient seulement et directement lutter pour des objectifs politiques révolutionnaires.

La lutte syndicale des ouvriers est indispensable. C'est une nécessité imposée par la loi même du capitalisme. Celui-ci vit du profit extorqué aux prolétaires ; plus la journée de travail est longue, plus les cadences sont rapides, plus la productivité du travail est grande et plus le profit est élevé. Tout le système capitaliste, qui repose sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers, essaie donc continuellement de tirer davantage de profit de la force de travail employée.

L'ouvrier est donc perpétuellement contraint de se défendre, d'abord pour sauvegarder ses moyens de subsistance. L'ouvrier n'a pas le choix : il doit répondre aux attaques du capital ou être écrasé. Et ce n'est que dans la mesure où la classe ouvrière résiste sur le terrain économique et s'organise dans ce but, qu'elle peut, non seulement faire momentanément reculer le patronat, mais encore et surtout prendre conscience et de sa force et de la nécessité de l'utiliser pour régler définitivement son compte à la société capitaliste tout entière. Pour organiser leur défense face à la concentration de la puissance capitaliste, les ouvriers utilisent naturellement l'arme du nombre. La nécessité de l'organisation syndicale est liée à la nécessité de l'union des travailleurs pour résister aux attaques du capital.

La question fondamentale, c'est évidemment celle de la direction que prennent ces luttes syndicales. C'est précisément parce que les bonzes syndicaux ont définitivement perdu de vue le but final révolutionnaire des luttes du prolétariat, qu'ils sont incapables de mener les luttes les plus élémentaires, les plus quotidiennes de façon efficace. Aujourd'hui, en effet, lorsque la direction opportuniste de la C.G.T. cloisonne chaque mouvement de grève en évitant comme la peste son extension et signe ensuite des accords sanctionnant des inégalités de catégorie et des privilèges de profession, elle ne fait qu'aggraver la concurrence entre les ouvriers. Telle est bien sa politique générale, une politique de « main tendue » aux cadres, ingénieurs et techniciens, qui dissimule derrière de belles

phrases sur la « rétribution la plus juste » un procédé de répartition inégale des résultats des luttes revendicatives.

Lorsque les bonzes cégétistes exaltent les résultats « acquis », ils ne font encore que mentir à la classe ouvrière. Car si les luttes revendicatives sont une nécessité inéluctable (sans elles, le Capital réduirait la classe ouvrière à l'état de bête de somme), elles ne peuvent apporter, en régime capitaliste, que des conquêtes éphémères. Elles ne sont que des palliatifs, car elles ne s'attaquent pas aux causes de l'exploitation. Elles peuvent freiner la pression du Capital sur les salariés, mais non l'arrêter. Aussi, le résultat le plus important d'une grève, ce n'est pas les satisfactions immédiates aux revendications qu'elle peut apporter, mais bien les progrès qu'elle peut faire accomplir, dans la lutte et par la lutte, à l'union, à l'organisation, à la conscience des masses prolétariennes. A leur tour, les progrès accomplis dans ces domaines permettent de faire céder le Capital dans les conflits quotidiens : aucun mur ne sépare donc les luttes quotidiennes de la lutte pour les objectifs révolutionnaires les plus généraux.

Mais les bonzes qui dirigent aujourd'hui les syndicats essaient, eux, de dresser un rempart infranchissable entre les luttes immédiates et les objectifs politiques de classe. Ils prétendent se montrer ainsi « efficaces ». C'est triplement faux, du moins s'ils veulent dire que cette « efficacité » est au service des ouvriers ; c'est triplement vrai, par contre, si l'on comprend que cette « efficacité » joue en faveur de la bourgeoisie.

Lorsque la classe ouvrière lutte usine par usine, catégorie par catégorie, chacun pour ses revendications particulières, elle se trouve privée de cette force du nombre qui, seule, peut faire céder le Capital : les résultats immédiats sont donc maigres. Mais ces maigres résultats, le Capital s'emploie aussitôt à les rogner, et il y parvient tôt ou tard, lui qui dispose à la fois de la puissance économique et de la force de l'Etat ; alors, trompée par les illusions répandues par ses dirigeants syndicaux, qui lui font miroiter une amélioration ininterrompue de son sort, la classe ouvrière se trouve démoralisée devant les dures réalités de la société capitaliste. A la lutte succède le découragement, la résignation — et du même coup la classe ouvrière se trouve privée pour un temps de sa capacité de réaction, de son potentiel d'organisation. Au lieu de sortir renforcée de la lutte,

elle doit, au bout d'un certain temps, tout recommencer à zéro.

Voilà pourquoi nous disons que les dirigeants syndicaux actuels sont des saboteurs de la lutte ouvrière — et non seulement de la lutte révolutionnaire finale, mais encore de la lutte syndicale la plus élémentaire.

La classe capitaliste, elle, a compris depuis longtemps les avantages de l'union, de l'organisation. Elle sait, grâce à son organisation en trusts ou en monopoles, grâce à la centralisation de son Etat, entièrement dévoué à ses intérêts (même quand ils se paie le luxe d'employer des ministres soi-disant « socialistes » ou « communistes »), elle sait opposer un front uni aux revendications ouvrières. Et plus l'impérialisme se développe, plus la bourgeoisie s'organise, plus son Etat intervient dans tous les domaines pour défendre, comme cela a toujours été son rôle, les intérêts du Capital. Les dirigeants

(Suite page 3)

Le P.C.F., la C.G.T. et l'« indépendance syndicale »

« La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école, l'église, le Parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat. »

« Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des syndicats de leur caractère apolitique, étranger à tout parti » (Lénine, 3^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste).

Aujourd'hui, c'est le P.C.F. lui-même qui tente d'implanter dans le prolétariat cette idée de la neutralité des syndicats. Non sans difficultés. Tout le monde sait très bien qu'il est effectivement à la tête de la C.G.T. Lorsqu'il proclame qu'il est pour l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, il doit donc nier l'évidence. Mais en plus, il doit attaquer la conception de la neutralité de la Centrale concurrente F.O., sortie de la C.G.T. en 1947, à cause des liens de celle-ci avec le P.C.F. et la Russie.

Donc, le P.C.F. est pour le syndicat indépendant des partis : « La C.G.T. distingue entre les partis politiques ce qui est à droite et ce qui est à gauche... mais elle ne fait pas de choix entre les différentes formations de gauche » (!) (G. Séguy dans " La Marseillaise-Dimanche "). Pour le syndicat indépendant de l'Etat : « Le syndicat n'est lui-même que s'il s'inspire dans son activité de cette constance depuis longtemps inscrite dans les textes fondamentaux du syndicalisme français : entre le capital et le travail, les capitalistes et les salariés, la contradiction est insurmontable sinon par l'abolition du salariat » (L. Salini, " l'Humanité " du 14/11/70). (M. Salini omet seulement d'ajouter que la C.G.T. vient de supprimer de ses statuts la lutte pour l'abolition du salariat). Pour le syndicat indépendant du patronat : « Les rapports entre patronat et syndicats sont des rapports de classe et par conséquent de force » (G. Séguy, id). C'est pour cette raison sans doute que la C.G.T. reçoit des subventions de l'Etat et signe des accords avec le C.N.P.F.

La bourgeoisie comprend aujourd'hui de mieux en mieux que le sort du capitalisme dépend de l'attitude des syndicats par rapport à toutes les idées qu'elle répand dans le prolétariat. Que peut-elle souhaiter de mieux que des syndicats qui, tout en se réclamant de la lutte des classes et du socialisme, ne remettent pas en question les

(Suite page 3)

Crise économique et crise sociale :

Le capitalisme et le chômage

Le chômage augmente. Les bureaux de main-d'œuvre, ces nouvelles officines de marchands d'esclaves gérées par l'Etat bourgeois, ont inscrit officiellement le mois dernier 300.000 « demandes d'emploi non satisfaites » ; de l'aveu même de l'I.N.S.E.E., ce chiffre doit être multiplié par 1,7 pour obtenir le nombre officiel de chômeurs déclaré par l'Etat, car de nombreux travailleurs ne prennent pas la peine d'aller subir des tracasseries administratives inutiles : il y a donc en France au moins 500.000 chômeurs (dans le langage officiel, « personnes disponibles à la recherche d'un emploi » : vous n'êtes pas chômeurs, camarades licenciés de chez Boussac, du Mans et d'ailleurs, vous êtes disponibles — disponibles pour être exploités par un autre capital quand il vaudra bien !). Ce chiffre, qui va continuer à augmenter, n'est pas particulier à la France. L'Italie compte 650.000 chômeurs, les Etats-Unis 4.600.000 (+ 1.600.000 en un an !), le Canada 600.000, l'Angleterre 600.000 (et les experts envisagent d'atteindre le million) ; même dans la prospère Allemagne certaines branches réduisent les horaires et on prévoit que le chômage va recommencer à augmenter.

Le caractère international du chômage montre qu'il n'est pas la conséquence d'une mauvaise politique du gouvernement, comme voudraient le faire croire les réformistes, mais une conséquence inéluctable du mode de production capitaliste. Le capitalisme cherche en effet sans cesse à augmenter les profits en abaissant les prix de revient ; pour cela, il n'hésite pas à chasser les ouvriers dès qu'il peut les remplacer par des machines plus productives et plus économiques (dans le langage bourgeois, cela s'appelle des « gains de productivité »). Il tue également, par le jeu de la concurrence, les entreprises les moins modernes, et jette régulièrement leurs ouvriers sur le pavé. Le flot continu des ouvriers licenciés s'en va grossir le réservoir de chômeurs disponibles pour d'autres capitaux désirant s'agrandir ou créer de nouvelles usines, et constitue ainsi l'armée de réserve industrielle où la classe capitaliste pourra puiser selon ses besoins.

Si les besoins nouveaux du capital en force de travail sont supérieurs aux licenciements, c'est-à-dire si l'expansion du capital est plus rapide que les gains de productivité, l'armée de réserve diminue (c'est le cas de l'Allemagne ces trois dernières années) : le nombre total de chômeurs baisse, les ouvriers licenciés ont de meilleures chances de retrouver un emploi ; mais cela ne change rien à leur situation d'exploités, contraints à être ballotés d'usine en usine, de travail en tra-

vail, sans égard pour leur logement, leur famille, etc..., s'ils veulent continuer à vivre. Pour éviter les augmentations de salaires quand ses besoins en main-d'œuvre excèdent l'offre, la bourgeoisie a d'ailleurs toujours la ressource de faire venir des prolétaires d'autres pays.

Mais une telle situation est exceptionnelle ; le nombre des chômeurs ne peut diminuer qu'en période de forte croissance, quand le capital a de gros

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les dimanches 20 décembre 1970 et 3 janvier 1971, de 10 à 12 h., et le samedi 9 janvier 1971, de 15 à 19 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^{ème}), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Le samedi 19 décembre, de 15 à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{ème} étage).

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista
 journal bi-mensuel
 et
 il sindacato rosso
 mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au " prolétaire "

(Suite de la page 2)

Le capitalisme et le chômage

débouchés et pas de concurrents gênants. Dès que les marchés se rétrécissent et que la concurrence s'accroît, la croissance du capital ralentit ; les besoins en force de travail nouvelle deviennent inférieurs aux licenciements ; les ouvriers licenciés ont peu de chances de trouver un autre emploi, et s'ils en trouvent c'est à un salaire inférieur ; l'armée de réserve des sans-travail grossit. Aujourd'hui Boussac et Le Mans ; demain l'électro-ménager et la sidérurgie ; après-demain l'automobile.

Telle est la loi du capitalisme, que les idéologues bourgeois avaient cru pouvoir oublier pendant la fructueuse période de reconstruction des économies nationales qui suivit la dernière guerre, et qui s'impose à eux maintenant que la concurrence internationale fait rage. Les plus conscients d'entre eux l'envisagent avec effroi — non pour des raisons humanitaires, bien sûr : ils ne font qu'exprimer la peur de leur classe. Si chaque capitaliste individuel se réjouit du grossissement de l'armée de réserve, qui signifie pour lui de la main-d'œuvre immédiatement disponible en cas de besoin et la possibilité de payer des salaires plus bas, la classe bourgeoise dans son ensemble a en effet appris qu'elle ne peut s'en réjouir que jusqu'à un certain point, car cette masse de chômeurs représente une matière sociale effervescente et dangereuse.

Les « spécialistes » de l'O.C.D.E., qui dans un récent rapport préconisaient l'augmentation du chômage pour lutter contre la hausse des prix, exprimant ainsi crûment la vérité économique du capital, se sont fait taper sur les doigts par les gouvernements de tous les pays capitalistes : outre qu'une telle vérité n'est jamais bonne à

avouer publiquement, elle ignore les intérêts politiques à long terme de la bourgeoisie. L'éditorialiste du très bourgeois "Entreprise" (21/11/70) a réagi aussitôt : « De tels remèdes de choc sont-ils acceptables ? La réponse ne supporte pas d'ambiguïté, surtout dans le cas de la France. Elle est "Non". L'expérience française de mai-juin 1968 est là pour rappeler que si le véritable objectif est de "faire sauter la baraque", il n'est pas de meilleur moyen (...) Sans emploi, l'ouvrier redevient révolutionnaire. »

Plus hypocrite, comme il sied à la petite-bourgeoisie intellectuelle, le journaliste du "Monde" (15-16/11/70) se lamente doucereusement : « S'il en était vraiment ainsi dans l'esprit des experts, on devrait constater qu'ils tentent de justifier une régression de la pensée économique qui ramènerait celle-ci un bon siècle en arrière. »

Les ouvriers devraient être reconnaissants à ces deux valets de la bourgeoisie d'avouer si clairement, sous l'empire de la peur, ces vérités de classe : sans emploi, l'ouvrier redevient révolutionnaire ; la « pensée économique » bourgeoise n'a pu faire aucun progrès par rapport au "Capital" de Marx ! Reconnaissant ces vérités, la bourgeoisie a même chargé ses valets pensants de calculer scientifiquement le « seuil d'alerte » à partir duquel la masse des chômeurs, économiquement souhaitable, sera jugée politiquement dangereuse (bel exemple de ce qu'est cette « science » bourgeoise prétendument au-dessus des classes que le P.C.F. s'applique à faire désirer aux ouvriers). Une étude de la très savante Société d'Economie et de Mathématiques Appliquées a répondu :

« L'étude de l'évolution des rapports sociaux permet d'estimer en France à environ 2,5 % de la population active ve disponible le taux maximal de personnes disponibles à la recherche d'un emploi (lisez : chômeurs - NdR) pour éviter les grands conflits sociaux » ("La France en 1975 et en 1985", SEMA, Mai 1970).

2,5 % de la population active française, cela fait justement les 500.000 chômeurs actuels. L'Etat bourgeois doit donc réagir à la menace. Comment éviter un trop grand nombre de chômeurs ? En créant de nouveaux emplois, c'est-à-dire en investissant pour agrandir les usines existantes ou pour en créer de nouvelles : mais cela signifie fabriquer encore plus de marchandises qu'il faudra ven-

dre alors que les marchés risquent de se rétrécir et que la concurrence s'accroît. Pour éviter la surproduction et la mévente, le capital a dû ralentir son rythme de croissance, et provoquer ainsi le risque de crise sociale ; pour éviter la crise sociale, il ne peut qu'accélérer sa fuite en avant vers la crise économique de surproduction : tel est le dilemme auquel sont confrontées les diverses bourgeoisies nationales.

Pour y échapper, leur ultime ressource est de lancer de gros investissements (travaux publics) financés par l'Etat pour mettre les chômeurs au travail : cette « solution » a été inaugurée en 1848 avec les « ateliers nationaux » qui employaient les chômeurs pour un salaire de misère, reprise par les régimes fascistes et par les Etats-Unis entre les deux guerres impérialistes, et tout récemment par le Canada qui vient

de voter la réalisation d'urgence d'un grand programme de travaux publics pour combattre le chômage. De telles mesures ne sont dictées par aucune philanthropie : en donnant provisoirement du travail à bas prix à une partie de la classe ouvrière mise au chômage, l'Etat bourgeois espère simplement la diviser en profitant de sa faim, et désamorcer l'explosion sociale qui menace. Lorsqu'ils demandent à l'Etat l'application de ces mêmes mesures (« création de nouveaux emplois dans les régions pour répondre aux besoins, et action pour obtenir des investissements publics », communiqué commun C. G. T.-C. F. D. T. du 1^{er} décembre), les soi-disant dirigeants syndicaux révèlent donc qu'ils poursuivent le même but : « il faut prendre des mesures pour les calmer, préviennent-ils, sinon nous ne pourrions plus les tenir ! »

Les ouvriers doivent

comprendre qu'on ne lutte pas contre les effets inéluctables du capitalisme par des rafistolages de ce genre. Quand le capitalisme vous tape dessus, la solution n'est pas d'aller solliciter des pansements, mais de s'unir pour l'abattre. Ce n'est pas de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de l'instrument collectif de leurs exploités, que les prolétaires peuvent espérer une quelconque protection. C'est sur leurs forces qu'ils doivent compter, non en manifestant pour réclamer des investissements d'Etat, mais pour exiger le paiement intégral du salaire à tous leurs camarades licenciés et à tous les chômeurs. Surtout, ils doivent prendre conscience de la vérité qu'on ne pourra plus longtemps leur cacher : le chômage est une conséquence nécessaire et inéluctable du capitalisme ; la seule vraie réforme contre le chômage c'est la destruction du capitalisme !

« Considérant que contre la violence collective des classes possédantes, le prolétariat comme classe ne peut intervenir que s'il se constitue en parti politique distinct, en opposition avec toutes les anciennes formations de partis des classes possédantes ; que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final — l'abolition des classes ; qu'il faut que l'union des forces

de la classe ouvrière qui a déjà été réalisée par les luttes économiques, serve également de levier pour la masse de cette classe dans sa lutte contre la puissance politique de ses exploités : la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que dans l'état de lutte de la classe ouvrière son activité économique et son activité politique sont inséparablement liées. »

MARX

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOLON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Le P.C.F., la C.G.T. et l'« indépendance syndicale »

(Suite de la page 2)

impératifs de l'expansion de l'économie nationale, défendent la patrie quand elle est en danger, acceptent toutes les divisions qu'elle instaure entre les ouvriers : primes, heures supplémentaires, qui propagent les mêmes illusions qu'elle sur la promotion sociale par la formation professionnelle...

Tant que le syndicat ne prend pas l'INITIATIVE de lutter contre toutes les visions qui contraignent les ouvriers à accepter les conditions patronales, tant qu'il leur laisse croire que le capitalisme leur offre réellement des possibilités d'émancipation, loin d'être indépendant de la bourgeoisie, le syndicat fait le jeu du capital.

Seul un parti révolutionnaire peut donner au syndicat une direction capable de mener cette lutte. C'est pour faire obstacle par avance à toute pénétration des idées révolutionnaires dans le prolétariat que le P.C.F. et Séguy invoquent le soi-disant principe de l'indépendance syndicale par rapport aux partis et la fiction hypocrite selon laquelle « la condition de l'indépendance est, ici aussi, la démocratie » : « la démocratie, l'élection, le vote, l'adoption de décision à la majorité évitent les affrontements politiques et les tendances » ; « il va de soi que le syndicat s'interdit un choix entre les partis, s'interdit de pénétrer dans les domaines ou ceux-ci s'opposent ou rivalisent, de procéder à des options partisans » (Salini).

Ils étaient plus partisans pendant la Résistance ou à la Libération, quand ils ont remis l'économie capitaliste en marche !

La démocratie sans « luttes partisans » qu'ils invoquent dans le syndicat ne leur sert qu'à justifier leur refus de tendances autres que la leur dans le syndicat.

En réalité, la seule tendance autorisée, c'est celle du P.C.F., c'est la tendance que la bourgeoisie affectionne et subventionne avec reconnaissance.

Voilà pourquoi nous disons que les bonzes syndicaux sont les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier : la bourgeoisie, elle, le sait bien, puisqu'elle les paie pour cela (toutes les organisations syndicales, la C.G.T. tout comme F.O. ou la C.F.D.T., reçoivent des subventions de l'Etat) !

Mais le règne des bonzes réformistes n'est pas éternel. Le développement du capitalisme lui-même concentre toujours plus les ouvriers dans de grandes entreprises - et c'est un facteur favorable à l'union, même si, en multipliant les catégories rivales avec la bénédiction des syndicats, la bourgeoisie tente d'en ralentir les effets. Par ailleurs, la concurrence que sont contraints de se faire entre eux les capitalistes, à l'échelle nationale comme sur le marché mondial, les pousse à accentuer

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing

MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Lutte économique et lutte politique

(Suite de la page 2)

toujours plus l'exploitation des ouvriers en rognant sur les salaires et surtout en accélérant le rythme du travail. La classe ouvrière ne peut manquer de réagir, et elle le fait : depuis mai-juin 1968 en France, de l'Italie, de l'Angleterre, de la Suède, de la Belgique, de la Hollande, comme de l'Allemagne ou des U.S.A., nous parviennent les échos de luttes ouvrières, qui sont souvent « sauvages » en ce sens qu'elles échappent aux dirigeants réformistes et se développent même parfois contre eux.

L'union des ouvriers, leur organisation pour résister au Capital tout de suite et pour le détruire ensuite ne pourront se faire que contre la bourgeoisie, contre son Etat et contre les dirigeants syndicaux actuels. Les ouvriers ont besoin de l'organisation syndicale, mais d'une organisation syndicale qui appartienne à leur classe et non d'une espèce d'intermédiaire entre le patronat et son Etat, d'un côté, les travailleurs de l'autre.

Ce syndicat de classe indispensable, il faut le préparer en opposant aux revendications réformistes qui affaiblissent et divisent, les revendications de classe, c'est-à-dire celles qui sont communes à tous les prolétaires et pour lesquelles tous les prolétaires, par-dessus les barrières régionales, nationales, professionnelles ou de catégories, peuvent se battre ensemble :

— Augmentation du salaire de base égale pour tous, quelle que soit la catégorie ;

— Rejet des heures supplémentaires ;

— Salaire intégral aux chômeurs, aux grévistes et aux retraités.

Le premier obstacle à ces revendications unitaires au vrai sens du terme, c'est-à-dire qui unissent les ouvriers et non les bonzes des syndicats concurrents, c'est la résistance des dirigeants syndicaux. Elle sera acharnée et ne reculera devant aucun moyen. Raison de plus, camarades, pour les défendre de toutes nos forces ! Non seulement le sort immédiat de la classe ouvrière dépend de l'issue de la lutte, mais encore la perspective d'une libération définitive du prolétariat, qui s'identifie à la révolution communiste. Celle-ci est encore lointaine ? Peut-être. C'est aujourd'hui qu'on la prépare, en tout cas !

Correspondants Ouvriers,

Les lecteurs de "Syndicat de classe" et du "proletaire" qui auraient des informations à nous communiquer sur la vie de leur entreprise ou sur des épisodes de la lutte ouvrière sont priés de nous les envoyer à l'adresse du journal.

La correspondance avec le journal prolétarien est déjà un acte de lutte !

— Réduction massive et immédiate de la durée et de l'intensité du travail ;

— Rejet du travail aux pièces et des primes, qui doivent être intégrées au salaire de base ;

A propos d'une possible unification entre "Lutte Ouvrière" et la "Ligue Communiste"

Communisme et trotskisme

Un récent numéro de "Lutte Ouvrière" nous a appris que les négociations en cours dans le mouvement trotskyste avaient fait des progrès et allaient entrer dans une seconde phase. Sans doute, s'excuse le rédacteur, six mois pour des négociations d'approche, cela peut sembler bien long (qui s'excuse s'accuse : les conversations ont donc été bien difficiles).

Divergences immédiates

Elles ont cependant permis de clarifier les positions. Des compte-rendus publiés en leur temps par les deux groupes, il ressort que les points de désaccord sont au moins au nombre de quatre. La "Ligue" considère que la quatrième Internationale actuelle existe et a pour l'essentiel rempli son contrat. "Lutte Ouvrière" considère que la direction officielle du mouvement trotskyste a plusieurs fois prouvé son incapacité, et doit donc être « mise entre parenthèses ». La "Ligue" affirme que la « révolution coloniale » au Pérou ou en Palestine a une dynamique socialiste, que ceux qui le nient abandonnent la théorie de la révolution permanente; "Lutte

Divergences historiques

En réalité, les divergences sont beaucoup plus profondes; ces deux courants du trotskisme se livrent, depuis plus de trente ans maintenant, une lutte implacable et ils furent toujours en désaccord. Le point central de la position de Frank ("Ligue") fut qu'il fallait savoir comprendre le développement constant de la révolution mondiale; dans cette perspective, il sut reconnaître que la deuxième guerre mondiale n'était pas une guerre inter-impérialiste, mais de libération nationale, tout au moins jusqu'à la fin du conflit ou il pratiqua l'autocritique exigée. Il sut encore faire preuve d'absence de dogmatisme en expliquant que les démocraties populaires, puis la Chine étaient des Etats ouvriers et qu'en Yougoslavie, on allait même jusqu'à construire le socialisme. Mais le processus objectif de la révolution mondiale ne connais-

Ouvrière" n'y voit que des mouvements de la petite-bourgeoisie.

La "Ligue" proclame que l'on doit militer dans tous les milieux dès l'étape actuelle, alors que "Lutte Ouvrière" voit dans cette thèse une déviation petite-bourgeoise.

Enfin, si les deux parties se réclament du « centralisme démocratique », les plus nombreux y voient surtout le centralisme, et les minoritaires le droit de fraction érigé en principe.

Mais les deux courants, et ceci est fort important, communient dans l'idée qu'il faut s'unir parce que ces divergences ne peuvent être tranchées que par la pratique.

Le point central de la position

Qu'est-ce que le socialisme ?

Produit d'une période de recul du mouvement ouvrier et du désarroi théorique qui saisit l'ancien chef de l'armée rouge, le trotskisme est désormais incapable de s'élever jusqu'à la lumineuse vision de la société communiste. Il est incapable d'affirmer comme nous le faisons que le socialisme est incompatible avec l'économie de marché, que la loi de la valeur doit disparaître dès le stade inférieur du socialisme, laissant la place à la production pour les besoins.

Il répète, après Trotsky, que les nationalisations, la planification et le monopole du commerce ex-

de l'autre groupe fut que si la quatrième Internationale était devenue chauvine et avait fait faillite, c'était dû à sa composition sociale petite-bourgeoise et on se promit d'éviter par des méthodes d'organisation bolchéviques le retour de telles erreurs.

D'un côté la recette de la souplesse tactique, de l'autre celle de la rigueur organisationnelle. Les négociations actuelles voient donc s'affronter deux groupes de vieux militants, voulant prouver qu'ils ont toujours eu raison. La "Ligue communiste" prétendra que ses positions lui ont permis de conserver des troupes et étaient donc justifiées, "Lutte Ouvrière" invoquera le caractère ouvrier et rigoureux de son organisation. Le drame, c'est que les deux groupes ont eu tort tous les deux et ont ensemble roulé dans les bas-fonds de l'opportunisme. Nous affirmons en effet que les « conversations » actuelles se déroulent en dehors du terrain du marxisme : c'est le trotskisme lui-même et le trotskisme tout entier qui est un opportunisme, et un opportunisme d'autant plus redoutable qu'il fut persécuté par les stalinien et sembla toujours être un courant extrémiste.

térieure en U.R.S.S. sont des conquêtes de la classe ouvrière, qu'il s'agit encore de défendre, sans comprendre que ces mesures économiques n'ont jamais été que purement bourgeoises et qu'avec la disparition de la dictature du prolétariat, la Russie est retournée à ses mécanismes purement mercantiles. A l'affirmation suivant laquelle la Russie est un pays capitaliste, ils objectent qu'il n'y a pas dans ce pays de propriété privée des moyens de production, prouvant ainsi qu'ils ignorent la différence entre rapports de propriété et rapports de production, et qu'ils n'ont pas

compris ce que Marx voulait dire en affirmant que le capitaliste n'est que l'agent du Capital et que celui-ci est une force sociale.

Cet oubli des fondements du marxisme les a conduits à la dégringolade, leur faisant prendre pour socialisme comptant la moindre politique de nationalisa-

Quel programme ?

Si l'on ne sait plus ce qu'est le socialisme, on abandonne le programme révolutionnaire; c'est ce qui arriva malheureusement au grand Trotsky, qui, gravement assailli par le doute révisionniste se laissa aller à dire que si la révolution ne triomphait pas à la fin de la seconde guerre mondiale, il faudrait peut-être abandonner le marxisme. C'est alors qu'abandonnant l'unique programme communiste, la lutte pour le programme maximum, la dictature du prolétariat, il proposa son « Programme de Transition ».

Ce texte prétend avoir pour but de jeter un pont entre le programme maximum et le programme minimum en avançant une série de revendications transitoires capables d'élever la conscience des masses. Cette démarche est typique du volontarisme opportu-

Opportunisme opportuniste

Les marxistes n'ont nullement besoin d'un tel programme, puisque le leur, qui est révolutionnaire, a été formulé dès le XIX^{ème} siècle et tient en trois points : constitution du prolétariat en parti politique; constitution du prolétariat en classe dominante (dictature du prolétariat), intervention despotique dans les rapports de production. Mais ils constatent que le programme opportuniste et transitoire a encore semblé trop audacieux aux épigones actuels; le temps n'est pas loin où "Rouge" proposait comme mot d'ordre une Constituante des travailleurs, pour mieux se faire

Cruelles polémiques

Aussi, dans le débat actuel tout est faux, et les deux groupes n'ont d'autre choix que de se tromper ensemble ou séparément. Ensemble : la quatrième Internationale n'existe pas, parce qu'elle n'a pas de programme révolutionnaire. Séparément : contrairement à ce que prétend la "Ligue", la révolution coloniale n'est nullement socialiste, mais "Lutte Ouvrière" est incapable d'expliquer pourquoi la Chine est un Etat bourgeois, car elle devrait comprendre du même coup que la Russie l'est aussi. Ensemble : l'implantation du parti est mille fois moins une question sociologique que politique; avant

Question de philosophie

Et ce qui pousse les combattants à s'unir n'est guère plus reluisant que ce qui les sépare ! Les deux groupes affirment d'un commun accord que les divergences théoriques ne pourront être résolues que dans la pratique; l'embrassade devient ici encore plus monstrueuse que la rixe ! Un moment, Messieurs ! La pratique est certes une grande chose et tranche d'une façon souveraine entre deux estimations sur le rapport de forces momentané entre deux armées par exemple ou entre patron et grévistes dans une usine. Certes ! Mais croyez-vous que sa compétence aille jusqu'à trancher des questions qui touchent aux principes ! Si c'est le

L'isolement pour conclure

Unissez-vous donc, messieurs les trotskistes ! Dansez votre sarabande sur les principes foulés aux pieds ! La future lumière de la révolution, la reconstruction du parti authentiquement marxiste balayeront cette ronde de fantômes ! Cet avenir se prépare dans l'isolement, loin des places publi-

ques où se marchandent les principes, ou ce qui en tient lieu. Il ne peut être l'œuvre de ceux qui ont fait leur la très sectaire et très anti-démocratique maxime de Lénine :

« Mieux vaut avoir raison tout seul que tort avec cent imbéciles. »

comprendre des masses; "Lutte Ouvrière" a parlé pour sa part de mettre au goût du jour ce programme; et soyons sûrs que ce sera dans un sens encore plus transitoire; peut-être y trouvera-t-on, même à côté « du programme général du socialisme qu'on ne peut se contenter de rabâcher », ces propositions spéciales aux petits paysans et commerçants qui seront propres à les rallier au prolétariat.

Allons donc, messieurs les trotskistes, à force d'abaisser, d'abaisser son programme, on finit par perdre toute pudeur.

de faire de la propagande dans tel ou tel milieu de salariés, il est indispensable de savoir ce qu'est le communisme. Séparément enfin : le centralisme démocratique de Lénine que nous avons choisi d'appeler pour plus de clarté centralisme organique, n'est ni le droit de fraction, ni la volonté de la majorité. La fraction prépare l'éclatement ou se résorbe, le vote majoritaire est une procédure d'exception et un pis aller. En réalité le parti doit n'obéir qu'à une règle : la dictature des principes. Encore faut-il ne pas les avoir oubliés. Cruelle polémique, qui fait voir à ce point l'indigence des combattants !

cas, Messieurs, nous vous invitons vivement à créer dans les meilleurs délais un grand parti d'union avec des intellectuels de gauche et autres catholiques de bonne volonté qui veulent tous le bonheur de l'homme et qui se posent des questions sur la validité de ce qu'ils croient être le marxisme. Militez donc tous ensemble, et en toute démocratie : la pratique tranchera !

Si vous n'êtes pas séduits par une telle proposition, alors rappelez-vous que la pratique est certes une grande chose, et le critère de vérité certes, mais justement dans une doctrine précise et bien définie... qui s'appelle le marxisme !

Assez d'indignation vertueuse

(Suite de la 1^{re} page)

comment agir pour détruire le système qui engendre toutes ces horreurs. Pour cela, il faut donner au prolétariat une **claire perspective des buts** à atteindre et des **moyens** à utiliser, ainsi que des **faux moyens** dont l'histoire a montré qu'ils aboutissaient aux échecs, aux trahisons et aux massacres.

Tout cela constitue le **programme révolutionnaire**, c'est-à-dire l'ensemble des principes qui doivent guider l'action du prolétariat dans sa lutte pour détruire les rapports de production qui l'asservissent, ou autrement dit **l'armer politiquement** pour la lutte. Ces principes d'action ne peuvent s'inventer comme des recettes de cuisine ou des slogans publicitaires, ni résulter de confrontations démocratiques d'idées et d'opinions; ils découlent rigoureusement de la connaissance scientifique de la réalité sociale permise par la théorie marxiste, et de l'expérience historique comprise à la lumière de cette théorie. Voilà pourquoi nous ne craignons pas de dire, en nous moquant bien des fins sourires des divers inventeurs de recettes-miracle pour révolution, que ces principes existent depuis 1847, date du "Manifeste du Parti communiste", et sont invariants, parce que sont invariants les rapports de production capitalistes et la nature sociale des classes qui sont aux prises. Entre 1847 et 1871, date où Marx et Engels ajoutent, à la suite de la Commune de Paris, que le prolétariat ne peut se contenter de s'emparer de l'Etat, mais doit **détruire** la machine bourgeoise, la bourgeoisie a parcouru tout le cycle nécessaire pour confirmer pratiquement les leçons du "Manifeste", et pour permettre de forger toutes les armes politiques nécessaires à la victoire du prolétariat. Les luttes sociales ultérieures, qu'il s'agisse de victoires prolétariennes comme la révolution de 1917, ou des défaites comme la contre-révolution mon-

diale qui a suivi, n'ont fait que confirmer, détailler, affermir cet armement politique : elles ne l'ont en rien **modifié**. Les armes dont il se compose, et dont la préservation a été la tâche essentielle du parti révolutionnaire pendant la période de contre-révolution, ont pour nom : nécessité de la destruction violente de l'Etat bourgeois, nécessité d'une dictature de fer du prolétariat sous la direction de son parti, nécessité d'une stricte indépendance de principes et d'organisation du parti prolétarien, refus de la moindre concession de principe dans le faux espoir d'attirer les couches sociales intermédiaires, rejet de toute revendication et de toute méthode démocratique, rejet de toute lutte à but réformiste, etc.

Cinquante années de contre-révolution ont complètement coupé le prolétariat de son programme politique. Tracer la voie qu'il doit suivre pour reconstituer son parti **autour** de son programme, voilà la tâche essentielle des révolutionnaires aujourd'hui.

A la fin de la réunion de "Lutte Ouvrière", après les interminables exposés descriptifs, les auditeurs ont cependant eu droit à un exposé « politique » - qui n'a malheureusement comblé en rien le vide des précédents. Après avoir fait une critique juste de la voie chinoise « développée » et nationaliste, qui suppose une exploitation forcée du prolétariat, et rappelé que seule la révolution socialiste mondiale pourra épargner ces souffrances inutiles, l'orateur a conclu en lançant au prolétariat des pays développés un appel à la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Mais en réalité, jamais le prolétariat n'a cessé de lutter : il a toujours été fourvoyé et trahi. Au nom de la révolution socialiste, sa lutte a été détournée dans les Fronts populaires, dans les alliances antifascistes, dans la reconstruction nationale, dans la défense de la Russie (en attendant que l'Armée Rouge vienne le délivrer...). La tâche des révolu-

tionnaires n'est pas de pousser les ouvriers à se battre (le capitalisme s'en charge fort bien), mais de leur montrer à quelles conditions leur lutte réelle peut triompher : la première de ces conditions, c'est la rupture avec les dirigeants réformistes qui les entraînent dans des voies électro-rales, dans des compromis avec d'autres classes, dans la défense de la patrie « socialiste » et de la patrie tout court.

La lutte dans les pays développés ne pourra progresser, se renforcer et se lier aux luttes des pays arriérés dans la perspective de la révolution mondiale que si on montre aujourd'hui au prolétariat **mondial** le chemin à suivre : la lutte **autonome**, sur ses objectifs de classe propre, historiques, c'est-à-dire si on prépare le prolétariat des colonies ou ex-colonies, comme celui des métropoles, à l'**indépendance politique et organisationnelle la plus complète** par rapport aux autres classes.

Une telle tâche ne peut être résolue par un activisme désordonné; pour la mener à bien, il faut montrer **pourquoi** et **comment** le prolétariat a été trahi par les principaux artisans de la contre-révolution politique, les partis stalinien et ex-stalinien, donc comprendre la dégénérescence de l'internationale communiste, l'évolution de la Russie, le stalinisme. Mais tout cela le mouvement trotskyste est incapable de le faire. Il est mort-né, car il a érigé en principes les recettes mêmes qui ont fait sombrer le mouvement communiste dans la contre-révolution : la tactique des fronts, la tentative d'encadrement des masses à tout prix et en toutes circonstances. Pousser le prolétariat à la lutte sans lui donner l'armement politique indispensable, c'est faire en définitive le jeu de l'opportunisme qui n'a aucun mal à démontrer sa supériorité organisationnelle sur « les groupes activistes qui voudraient mener le prolétariat à l'aventure ».